

CENTRE COMMUNAUTAIRE PETITE-CÔTE

RAPPORT FINANCIER ANNUEL

31 MARS 2021



CENTRE COMMUNAUTAIRE PETITE-CÔTE

RAPPORT FINANCIER ANNUEL

31 MARS 2021

SOMMAIRE

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT	1
ÉTATS FINANCIERS	
Résultats	4
Évolution de l'actif net	5
Bilan	6
Flux de trésorerie	7
Notes complémentaires	8
Résultats par projet 2021	17
Résultats par projet 2020	18
Les Appartements Entre-Gens	19



RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du

CENTRE COMMUNAUTAIRE PETITE-CÔTE

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de l'organisme Centre communautaire Petite-Côte, qui comprennent le bilan au 31 mars 2021, et les états des résultats, l'évolution de l'actif net et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'organisme au 31 mars 2021, ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'organisme conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada, et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'organisme à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'organisme ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'organisme.



RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT (suite)

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'organisme;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'organisme à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'organisme à cesser son exploitation;

Roland Naccache et Associés S.E.N.C.R.L.
8200 Boul. Décarie, Bureau 190
Montréal (Québec) H4P 2P5
Téléphone : 514.933.9982
Sans-frais : 866.933.8611
Télécopieur : 514.933.1142
www.rolandnaccache.ca



RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT (suite)

- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Roland Naccache et Associés
Par Roland Naccache, CPA auditeur, CA

Roland Naccache, CPA auditeur, CA
Montréal (Québec)
Le 16 août 2021

CENTRE COMMUNAUTAIRE PETITE-CÔTE

**RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2021**

	2021	2020
	\$	\$
PRODUITS		
Subventions - note 13	1 000 874	777 721
Location de salles	18 859	122 008
Les Appartements Entre-Gens	33 561	41 341
Contribution des bénévoles - note 14	78 403	25 938
Amortissement des apports reportés afférents aux immobilisations	26 497	27 606
Remise de projets et autres	27 597	31 948
Amortissement des dons reportés afférents aux immobilisations	8 931	9 195
Activités d'autofinancement	1 170	7 468
Cotisations membres et contributions des participants	-	1 114
Ventes de produits et services	288	16 170
Dons	3 715	-
Emplettes - COVID	29 838	-
Autres revenus et autres subventions	22 793	4 763
Intérêts	1 738	2 636
	<u>1 254 264</u>	<u>1 067 908</u>
CHARGES		
Salaires et charges sociales	609 451	640 892
Honoraires professionnels	68 710	76 330
Amortissement des immobilisations corporelles	47 474	47 571
Dépenses d'activités	79 473	34 470
Les Appartements Entre-Gens	29 772	21 806
Contribution des bénévoles - note 14	78 403	25 938
Entretien et réparations	26 596	10 307
Électricité et chauffage	20 332	24 190
Frais administratifs des projets	28 869	33 365
Taxes et permis	16 113	14 485
Fournitures de bureau	7 800	9 227
Télécommunications	6 402	5 864
Assurances	6 998	4 999
Régime de retraite - note 17	9 500	9 583
Impression et photocopies	5 673	3 246
Divers	4 139	9 659
Dépenses d'équipe	1 638	7 144
Publicité	3 192	2 451
Location d'équipement	2 167	2 167
Frais de formation	1 101	1 383
Frais postaux	435	1 251
Cotisations et abonnements	4 327	3 448
Frais de déplacement et de représentation	82	1 099
Intérêts et frais de banque	2 708	3 320
Intérêts sur la dette à long terme	1 050	2 289
	<u>1 062 405</u>	<u>996 484</u>
EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES	191 859	71 424

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

CENTRE COMMUNAUTAIRE PETITE-CÔTE

**ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET
EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2021**

	Affectation Les Appartements Entre-Gens - note 12	Affectations d'origines internes - note 12	Investi en Immobi- lisations	Non affecté	2021	2020
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
SOLDE AU DÉBUT	54 452	207 059	248 632	93 034	603 177	531 753
Excédent (insuffisance) des produits sur les charges	3 789	- *	(12 046)	200 116	191 859	71 424
Affectations d'origines internes - note 12	-	4 170	-	(4,170)	-	-
Investissement en immobilisations	-	-	7 675	(7 675)	-	-
SOLDE À LA FIN	58 241	211 229	244 261	281 305	795 036	603 177

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

* Le solde correspond à:

Amortissement des immobilisations	47 474
Amortissement des apports reportés afférents aux immobilisations	<u>(35 428)</u>
Total	<u>12,046</u>

CENTRE COMMUNAUTAIRE PETITE-CÔTE

**BILAN
31 MARS 2021**

	2021	2020
	\$	\$
ACTIF		
À COURT TERME		
Encaisse	920 315	475 556
Comptes clients et autres créances - note 3	27 786	33 766
Subventions à recevoir - note 4	33 919	63 563
Frais payés d'avance	7 851	8 617
	989 871	581 502
SUBVENTIONS À RECEVOIR - note 4	36 399	46 813
IMMOBILISATIONS CORPORELLES - note 5	1 201 349	1 241 149
	2 227 619	1 869 464
PASSIF		
À COURT TERME		
Créditeurs - note 7	107 388	80 310
Apports reportés - note 8	281 477	118 977
Dettes à long terme échéant au cours du prochain exercice - note 9	10 231	27 671
	399 096	226 958
APPORTS REPORTÉS AFFÉRENTS AUX IMMOBILISATIONS - note 10	799 835	826 332
DONS REPORTÉS AFFÉRENTS AUX IMMOBILISATIONS - note 11	157 253	166 184
DETTE À LONG TERME - note 9	76 399	46 813
	1 033 487	1 039 329
	1 432 583	1 266 287
ACTIF NET		
AFFECTATION LES APPARTEMENT ENTRE-GENS	58 241	54 452
AFFECTATION D'ORIGINE INTERNE	211 229	207 059
INVESTI EN IMMOBILISATIONS	244 261	248 632
NON AFFECTÉ	281 305	93 034
	795 036	603 177
	2 227 619	1 869 464

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION


 _____ Administrateur


 _____ Administrateur

CENTRE COMMUNAUTAIRE PETITE-CÔTE

**FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2021**

	2021	2020
	\$	\$
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT		
Excédent des produits sur les charges	191 859	71 424
Éléments sans incidence sur les liquidités :		
Amortissement des immobilisations corporelles	47 474	47 571
Amortissement des apports reportés afférents aux immobilisations	(26 497)	(27 606)
Amortissement des dons reportés afférents aux immobilisations	(8 931)	(9 195)
Portion non remboursable de la dette à terme - CUEC	(20 000)	-
	183 905	82 194
Variations des éléments hors caisse du fonds de roulement		
Comptes clients et autres créances	5 980	(3 015)
Subventions à recevoir	40 058	9 760
Frais payés d'avance	766	(1 163)
Créditeurs	27 079	(43 226)
Apports reportés	162 500	31 712
	236 383	(5 932)
Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement	420 288	76 262
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisition d'immobilisations corporelles	(7 675)	(13 948)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Variation de la dette à long terme	32 146	(30 650)
AUGMENTATION NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	444 759	31 664
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À L'OUVERTURE DE LA PÉRIODE	475 556	443 892
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA CLÔTURE DE LA PÉRIODE	920 315	475 556
Représentée par:		
Encaisse	920 315	475 556

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

CENTRE COMMUNAUTAIRE PETITE-CÔTE

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 MARS 2021

1 FORME JURIDIQUE ET OBJECTIF DE L'ORGANISME

CENTRE COMMUNAUTAIRE PETITE-CÔTE (l'« Organisme »), est constitué en vertu de la Partie III de la Loi sur les compagnies (Québec). Il a comme activité principale l'aide aux jeunes et aux défavorisés du quartier Rosemont.

CENTRE COMMUNAUTAIRE PETITE-CÔTE est un organisme de bienfaisance enregistré au sens de la Loi de l'impôt sur le revenu.

2 MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers ont été dressés selon les Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif et comprennent les principales méthodes comptables suivantes :

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers dressés selon les Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif exige que la direction effectue des estimations et établisse des hypothèses qui touchent les montants des actifs et des passifs déclarés, la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers et le montant des produits et des charges pour la période visée. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Les éléments des états financiers qui requièrent davantage l'utilisation d'estimations incluent la durée de vie des immobilisations aux fins du calcul de l'amortissement et l'évaluation de leur valeur recouvrable nette. Le recouvrement des subventions à recevoir et des comptes clients et autres créances sont également sujet à certaines estimations et hypothèses. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Constatation des produits

L'organisme applique la méthode du report pour comptabiliser les apports. Selon cette méthode, les apports affectés sont constatés à titre de produits de l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées. Les apports non affectés sont constatés à titre de produits lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa réception est raisonnablement assurée.

Les revenus de location de salles sont constatés à titre de produits selon la date de location des salles.

Les loyers sont constatés à titre de produits de l'exercice auquel ils se rapportent et les autres produits sont constatés à titre de produits lorsqu'ils sont gagnés, à la condition que leur réception soit raisonnablement assurée.

Les autres revenus sont constatés à titre de produits lorsque le service a été rendu ou que les activités-bénéfices ont eu lieu.

Apports reçus sous forme de services

L'organisme constate les apports reçus sous forme d'aide des bénévoles lorsque la juste valeur de ces apports peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que l'organisme aurait dû se procurer autrement cette aide pour son fonctionnement. Ces montants sont établis par la direction en fonction de leurs valeurs marchandes.

CENTRE COMMUNAUTAIRE PETITE-CÔTE

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 MARS 2021

2 MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Instruments financiers

Évaluation des instruments financiers

L'organisme évalue initialement ses actifs financiers et ses passifs financiers à la juste valeur.

Il évalue ultérieurement tous ses actifs financiers et ses passifs financiers au coût après amortissement.

Les actifs financiers évalués subséquemment au coût après amortissement se composent de l'encaisse, des comptes clients et autres créances, à l'exception des sommes à recevoir de l'État, et des subventions à recevoir.

Les passifs financiers évalués au coût après amortissement se composent des créditeurs, à l'exception des sommes à remettre à l'État, et de la dette à long terme.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de l'organisme consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires et les dépôts à terme dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Les apports reçus sous forme d'immobilisations sont comptabilisés à la juste valeur de l'apport. Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative respective selon les méthodes et taux indiqués ci-dessous. Elles sont aussi soumises à des tests de dépréciation.

<u>Descriptions</u>	<u>Méthode</u>	<u>Taux / durée</u>
Bâtisses	Dégressif	4 %
Mobilier et équipement	Linéaire	5 ans
Matériel informatique	Linéaire	3 ans

Dépréciation d'actifs à long terme

Les actifs à long terme sont soumis à un test de dépréciation lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Une perte de valeur est constatée lorsque les circonstances indiquent qu'ils ne contribuent plus à la capacité de l'organisme de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs ou du potentiel de service qui sont associés aux actifs à long terme est inférieure à leur valeur comptable nette. La perte de valeur constatée est mesurée comme étant l'excédent de la valeur comptable de l'actif sur sa juste valeur ou sur son coût de remplacement. Une réduction de valeur ne doit pas faire l'objet de reprises.

Apports et dons en immobilisations reportés

Les apports et les dons relatifs aux immobilisations sont comptabilisés à titre d'apport/don reportés puis amortis de la même façon que les immobilisations auxquels ils se rapportent.

Ventilation des charges

L'organisme impute certaines charges administratives aux activités selon une clé de répartition qu'il a jugée adaptée à chaque type de charges et qu'il utilise avec constance année après année. Les charges liées aux salaires sont basées sur les heures spécifiques et les charges liés aux autres dépenses sont basées sur le coût réel des projets.

CENTRE COMMUNAUTAIRE PETITE-CÔTE

**NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 MARS 2021**

3 COMPTES CLIENTS ET AUTRES CRÉANCES

	2021	2020
	\$	\$
Comptes clients	942	15 740
Sommes à recevoir de l'État	26 844	18 026
	<u>27 786</u>	<u>33 766</u>

4 SUBVENTIONS À RECEVOIR

	2021	2020
	\$	\$
<u>Court terme</u>		
Emploi-Québec	2 683	11 280
Ville de Montréal - Programme jeunesse (Bunker)	-	10 641
Ville de Montréal - PIMJ	1 321	1 321
Ville de Montréal - Alliances solidarité	4 200	4 191
Fondation Grace Dart	-	5 973
Réseau réussite Montréal	5 625	2 206
Service Canada - VCS (ex SPLI)	4 359	-
Autres subventions - Députés	5 500	-
Centraide	-	280
Subvention S.H.Q. (Les Appartements Entre-Gens)	10 231	9 905
Programme soutien aux installations sportives et récréatives	-	17 766
	<u>33 919</u>	<u>63 563</u>
<u>Long terme</u>		
Subvention S.H.Q. (Les Appartements Entre-Gens)	<u>36 399</u>	<u>46 813</u>

5 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	2021		2020	
	Coût	Amortis- sement cumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
	\$	\$	\$	\$
Terrains	198 800	-	198 800	198 800
Bâtisses	1 854 926	870 641	984 285	1 025 297
Mobilier et équipement	192 757	175 038	17 719	16 166
Matériel informatique	21 458	20 913	545	886
	<u>2 075 184</u>	<u>891 554</u>	<u>1 201 349</u>	<u>1 241 149</u>

6 EMPRUNT BANCAIRE

L'organisme dispose d'une marge de 50 000 \$ auprès Accord D Affaires au taux préférentiel Desjardins plus 3%. L'emprunt bancaire est garanti par l'universalité des actifs de l'organisme. En date du 31 mars 2021, l'emprunt bancaire n'est pas utilisé.

CENTRE COMMUNAUTAIRE PETITE-CÔTE

**NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 MARS 2021**

7 CRÉDITEURS	2021	2020
	\$	\$
Comptes à payer	10 543	229
Vacances à payer	61 738	59 391
Régime de retraite	1 487	(116)
Frais courus	17 249	10 280
Dépôts de location de salles	7 535	5 579
Salaires courus	8 654	3 311
Sommes à remettre à l'État	182	1,636
	<u>107 388</u>	<u>80 310</u>

8 APPORTS REPORTÉS

Les apports reportés représentent des ressources non dépensées reçues au cours de l'exercice considérées et destinées à couvrir les charges de fonctionnement de l'exercice subséquent. Les variations survenues dans le solde des apports reportés sont les suivantes :

	Solde 31 mars 2020	Octroi	Constaté à titre de produits	Solde 31 mars 2021
	\$	\$	\$	\$
Ville de Montréal - Programme jeunesse (Bunker)	46 179	73 670	65 344	54 505
Ville de Montréal - PIMJ	9 745	10 322	13 677	6 390
Ville de Montréal - Mobilier	-	1 000	959	41
Sport et loisir Montréal	-	6 985	1 245	5 740
PSOC (HLM Aînés et familles)	16 489	215 448	216 558	15 379
Gouvernement du Canada - Accessibilité	-	100 000	9 159	90 841
Centraide	4 250	203 900	208 150	-
Centraide - Autres	-	66 500	59 143	7 357
Réseau réussite Montréal	2 759	3 723	491	5 991
CIUSSS- SIPPE	5 952	15 170	21 122	-
CIUSSS - MVJF	4 404	13 539	4 987	12 956
SAJ	12 111	-	12 111	-
Fondation Dufresne et Gauthier	4 500	12 000	7 067	9 433
Fondation Grace Dart	-	79 865	26 385	53 480
Fondation du Grand Montréal	3 207	12 582	3 207	12 582
Fondation Choix du président	2 500	-	-	2 500
Fondation la CLÉ (ex Fondation de l'OMHM)	4 381	15 000	15 099	4 282
Ass. locataires Habitations Rosemont	2 500	-	2 500	-
	<u>118 977</u>	<u>829 704</u>	<u>667 204</u>	<u>281 477</u>

CENTRE COMMUNAUTAIRE PETITE-CÔTE

**NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 MARS 2021**

9 DETTE À LONG TERME

	<u>2021</u>	<u>2020</u>
	\$	\$
Dette à terme, échéant en décembre 2025. La dette ne porte pas intérêt jusqu'au 31 décembre 2022. Si le 2/3 de la dette est remboursée avant le 31 décembre 2022, la société aura droit à 20 000 \$ de remise de la dette.	60 000	-
Portion non remboursable de la dette à terme - CUEC	(20 000)	-
Prêt à terme, échéant le 31 janvier 2021, garanti par une subvention du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport.	-	17 766
Emprunt à terme, remboursable par mensualités de 937 \$ incluant les intérêts aux taux de 2,01 %, échéant le 1er juillet 2025 et garanti par le Programme SHQ AccèsLogis.	46 630	56 718
	<u>86 630</u>	<u>74 484</u>
Moins : Portion échéant au cours du prochain exercice	<u>(10 231)</u>	<u>(27 671)</u>
	<u><u>76 399</u></u>	<u><u>46 813</u></u>

Les versements en capital sur la dette à long terme à effectuer au cours des prochains exercices, sont les suivants : 2022, 10 231 \$, 2023, 10 566 \$, 2024, 10 911 \$, 2025, 11 268 \$ et 2026, 3 654 \$.

10 APPORTS REPORTÉS AFFÉRENTS AUX IMMOBILISATIONS

	<u>2021</u>	<u>2020</u>
	\$	\$
Solde au début	826 332	853 938
Amortissement des apports reportés afférents aux immobilisations	<u>(26 497)</u>	<u>(27 606)</u>
Solde à la fin	<u><u>799 835</u></u>	<u><u>826 332</u></u>

11 DONS REPORTÉS AFFÉRENTS AUX IMMOBILISATIONS

	<u>2021</u>	<u>2020</u>
	\$	\$
Solde au début	166 184	175 379
Amortissement des dons reportés afférents aux immobilisations	<u>(8 931)</u>	<u>(9 195)</u>
Solde à la fin	<u><u>157 253</u></u>	<u><u>166 184</u></u>

CENTRE COMMUNAUTAIRE PETITE-CÔTE

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 MARS 2021

12 AFFECTATIONS D'ORIGINES INTERNES

Affectations d'origines internes

Le Conseil d'administration a résolu de créer des affectations internes dont les objets sont d'accumuler des sommes permettant d'effectuer les dépenses futures prévues par l'organisme.

L'organisme ne peut utiliser ces montants grevés d'affectations internes à d'autres fins sans le consentement préalable du Conseil d'administration.

À la fin de l'exercice, les variations survenues dans les affectations internes sont les suivantes :

	Solde 31 mars 2020	Affectation durant l'exercice	Utilisation durant l'exercice	Solde 31 mars 2021
	\$	\$	\$	\$
Réserve immobilière	120 000	-	-	120 000
Réserve mobilière	10 000	-	-	10 000
Réserve d'urgence	10 000	-	-	10 000
Réserve pour Bunker	4 654	-	-	4 654
Réserve pour Familles	21 567	4 170	-	25 737
Réserve pour Adultes	2 614	-	-	2 614
Réserve persévérance scolaire	38 224	-	-	38 224
	<u>207,059</u>	<u>4,170</u>	<u>-</u>	<u>211,229</u>

Affectations Les Appartements Entre-Gens

Le programme SHQ AccèsLogis exige de créer des réserves pour les Appartements Entre-Gens :

Réserve de remplacement immobilière	15 136	900	-	16 036
Réserve de remplacement mobilière	21 342	-	-	21 342
Surplus d'exploitation	17 974	2 889	-	20 863
	<u>54 452</u>	<u>3 789</u>	<u>-</u>	<u>58 241</u>

13 SUBVENTIONS

	2021	2020
	\$	\$
CENTRAIDE	208 150	203 900
CENTRAIDE - Autres	59 143	-
CENTRAIDE - Clarté Stratégique	-	5 000
Subventions provinciales		
MSSS - PSOC	216 558	211 778
MSSS - PSOC - Fond d'urgence	141 082	-
SAJ	12 111	16 389
CIUSSS - SIPPE	21 122	6 898
CIUSSS - MVJF	4 987	13 210
CIUSSS - Vers un chez soi - COVID	10 000	-
MESS	2 683	23 197
MELS	20 419	2 289
Autres subventions - Députés	5 500	2 500

CENTRE COMMUNAUTAIRE PETITE-CÔTE

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 MARS 2021

13 SUBVENTIONS (suite)

Subvention municipales

Ville de Montréal - Programme jeunesse (Bunker)	65 344	71 572
Ville de Montréal - PIMJ	13 677	3 018
Ville de Montréal - Politique de l'enfant	-	12 200
Ville de Montréal - Alliances solidarité	42 000	42 627
Ville de Montréal - Jeux de la rue	-	5 000
Ville de Montréal - Mobilier	959	-

Subvention fédérales

Service Canada - VCS (ex SPLI)	18 891	18 589
Emplois d'été Canada	15 339	14 568
Subvention salariale d'urgence du Canada - SSUC	40 225	-
Subvention salariale temporaire	14 868	-
Portion non remboursable de la dette à terme - CUEC	20 000	-
Gouvernement du Canada - projet accessibilité	9 159	-

Autres subventions

CSDM - Aide au devoirs	-	71 357
Avenir d'enfants - Lieu de rassemblement informel	-	3 651
Fondation Dufresne et Gauthier	7 067	11 360
Fondation Grace Dart	26 385	5 973
Fondation la CLÉ (ex Fondation de l'OMHM)	15 099	10 619
Fondation du Grand Montréal (X-Pression)	3 207	6 755
Réseau réussite Montréal	491	6 066
FQCCL - Fédération québécoise des Centres Communautaires de Loisir	1 357	2 194
Sport et loisir de l'île de Montréal	1 245	-
Association locataires Habitations Rosemont	2 500	-
Table en concertation en petite-enfance de Rosemont	-	3 568
Ateliers de devoirs Habitations Rosemont	-	1 985
Fraternité policiers de Montréal	200	200
Autres	1 106	1 258
	1 000 874	777 721

14 APPORTS REÇUS SOUS FORME DE SERVICES

En 2021-2020, l'organisme évalue que les bénévoles ont consacré 5 985 heures (2 075 heures en 2020-2019) à aider l'organisme à assurer la prestation de ses services. Au taux du salaire minimum soit 13,10 \$/heure (12,50 \$/heure en 2020-2019), la direction estime la valeur de ces apports à 78 403 \$ (25 938 \$ en 2020-2019).

CENTRE COMMUNAUTAIRE PETITE-CÔTE

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 MARS 2021

15 MAISON DE LA FAMILLE

Le CENTRE COMMUNAUTAIRE PETITE-CÔTE offre un support organisationnel à trois autres organismes à but non lucratif (satellites, non apparentées), constitués en vertu de la partie III de la loi sur les corporations du Québec. Réunies au sein de la Maison de la famille, il s'agit des corporations suivantes :

PARC D'HIVER DE ROSEMONT	Elle a comme activité principale l'organisation de période de jeux dans le gymnase, de fêtes, de sorties, etc.
JOUJOUTHÈQUE DE ROSEMONT	Elle a comme activité principale la gestion de jouets pour fins de prêts.
GROUPE D'ENTRAIDE NIDAMI	Elle a comme activité principale l'organisation de sorties en camp pour les familles à faible revenu.

16 ENGAGEMENT CONTRACTUEL

L'organisme est locataire d'un photocopieur en vertu d'un bail venant à échéance en décembre 2023. Les loyers minimaux futurs totalisent 5 959 \$ pour les prochains exercices : 2022, 2 167 \$; 2023, 2167 \$; 2024, 1625 \$.

17 RÉGIME DE RETRAITE

Le 1er avril 2014, le Conseil d'administration a adhéré à un régime inter entreprise de retraite à prestations déterminées. Les cotisations patronales et la méthode pour calculer la rente normale sont déterminées à l'avance. Le coût des engagements du régime, déduction faite de la cotisation patronale qui est fixée, est totalement à la seule charge des participants actifs au régime. Le régime est comptabilisé comme un régime à cotisations déterminées puisqu'il n'est pas possible au prix d'un effort raisonnable d'obtenir la part des actifs, des obligations et de l'excédent ou le déficit du régime appartenant strictement à l'organisme ou, le cas échéant, au seul participant.

La cotisation minimale totale est de 2 % du salaire brut. La cotisation de l'employeur doit être au moins égale à 50 % de la cotisation totale et peut aller jusqu'à 100 % de cette cotisation totale. Le Conseil d'administration a décidé d'y contribuer à 2 % et les employés ont également décidé d'y contribuer à 2 %.

La charge encourue est comptabilisée à l'état des résultats sous la rubrique régime de retraite.

CENTRE COMMUNAUTAIRE PETITE-CÔTE

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 MARS 2021

18 POLITIQUE DE GESTION DES RISQUES FINANCIERS

Risques et concentrations

L'organisme, par le biais de ses instruments financiers, est exposé à divers risques, sans pour autant être exposé à des concentrations de risque. L'analyse suivante indique l'exposition de l'organisme aux risques à la date du bilan.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque qu'une entité éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à des passifs financiers. L'organisme est exposé à ce risque principalement en regard à ses créiteurs et à la portion court terme de la dette à long terme. Les créiteurs sont généralement remboursés dans un délai court. Le risque associé à ces créiteurs est alors minime.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et amène de ce fait l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit pour l'organisme sont liés aux comptes clients et autres créances et aux subventions à recevoir. L'organisme consent du crédit à ses clients dans le cours normal de ses activités et les subventions proviennent d'organismes reconnus et font l'objet d'ententes.

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations des prix du marché. Le risque de marché inclut trois types de risque : le risque de change, le risque de taux d'intérêt et le risque de prix autre. L'organisme est principalement exposé au risque de taux d'intérêt.

Risque de taux d'intérêt

L'organisme est exposé au risque de taux d'intérêt en ce qui concerne ses instruments financiers à taux d'intérêt fixe et variable. Les instruments à taux d'intérêt fixe assujettissent l'organisme à un risque de juste valeur et ceux à taux variable à un risque de flux de trésorerie. Les dettes à long termes de l'organisme sont garanties par le programme SHQ AccèsLogis et par le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport. Le risque de taux d'intérêt est alors minime.

CENTRE COMMUNAUTAIRE PETITE-CÔTE
RÉSULTATS PAR PROJET

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2021	Total	Fonctionnement	LocSalles	ACCESSIBILITÉ	CINÉMASK	EMPLETTES (COVID19)	MDF	MDF RRM	MDJ Bunker	EEC	MDJ SLIM	Repère PIMJ	Repère SAJ	Services éducatifs	SE Habro	HLM Familles	HLM Aînés	HLM Habro	VCS (ancien SPLI)	Les Appartements Entre-Gens	
Produits																					
Subventions (note 13)	1 000 874	629 062		9 159	27 090	6 052	28 035	491	66 681	15 339	1 245	13 677	12 111	12 597	17 599	30 858	69 985	42 000	18 891		
Location de salles	18 859		18 859																		
Contribution des bénévoles (note 14)	78 403	78 403																			
Les Appartements Entre-Gens	33 561																				33 561
Amortissement -apports reportées	26 497	7 017																			19 480
Remise de projets et autres	27 597	27 597																			
Amortissement - dons reportés	8 931	8 931																			
Activités d'autofinancement	1 170						1 170														
Ventes de produits et services	288	288																			
Dons	3 715	3 715																			
Emplettes COVID	29 838					29 838															
Autres revenus et autres subventions	22 793	21 493			1 300																
Intérêts	1 738	1 738																			
	1 254 264	778 244	18 859	9 159	28 390	35 890	29 205	491	66 681	15 339	1 245	13 677	12 111	12 597	17 599	30 858	69 985	42 000	18 891		53 041
Charges																					
Salaires et charges sociales	609 450	324 537	44 861				13 210		58 837	15 339		12 578	11 639	1 805	5 053	26 822	37 977	37 900	18 891		
Honoraires professionnels	68 710	21 113		4 300			7 233	491					113	8 103	9 195		18 163				
Collaboration des bénévoles (note 14)	78 403	78 403																			
Amortissement des immobilisations	47 474	27 994																			19 480
Dépenses d'activités	79 473	6 048	286		24 490	33 072	2 688		3 215		339	52	359	711	1 117	532	4 877	1 687			
Les Appartements Entre-Gens	29 772																				29 772
Entretien et réparations	26 596	20 571		4 859	300				500						300		66				
Électricité et chauffage	20 332	20 332																			
Frais administratifs des projets	28 869	2 398			3 600		1 707		3 694		906	847		1 617	1 350	2 934	7 824	1 992			
Taxes et permis	16 113	16 113																			
Télécommunications	6 402	4 233				187								200	426	420	551	385			
Assurances	6 998	6 998																			
Régime de retraite (note 17)	9 500	9 500																			
Fournitures de bureau	7 800	6 105	1 090											161			444				
Impression et photocopies	5 673	4 573					150		250			200			150	150		200			
Divers	4 139	4 130													9						
Dépenses d'équipe	1 638	1 638																			
Publicité	3 192	481				2 631											80				
Location d'équipement	2 167	2 167																			
Frais de formation	1 101	940							161												
Frais postaux	435	435																			
Cotisations et abonnements	4 327	4 239	88																		
Frais de déplacement	82	9					47		23										3		
Intérêts sur la dette à long terme	1 050	1 050																			
Intérêts et frais de banque	2 708	2 708																			
	1 062 405	566 715	46 325	9 159	28 390	35 890	25 035	491	66 681	15 339	1 245	13 677	12 111	12 597	17 599	30 858	69 985	42 164	18 891		49 252
Excédent (insuffisance) des produits par aux charges	191 859	211 529	(27 466)	-	-	-	4 170	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(164)	-		3 789

CENTRE COMMUNAUTAIRE PETITE-CÔTE
RÉSULTATS PAR PROJET

	Total	Fonctionnement	MDF	MDF Avenir d'enfants	MDF Pol de l'enfant	MDF RRM	Parcs animés	MDJ Bunker	MDJ Décibel	MDJ Jeux de la rue	EEC	Repère	Repère PIMJ	Repère SAJ	Services éducatifs	SE Habro	HLM Familles	HLM Aînés	HLM Habro	SPLI	Les Appartements Entre-Gens	
Pour l'exercice terminé le 31 mars 2020																						
Produits																						
Subventions (note 13)	777 721	416 714	21 582	7 219	5 200	6 066	-	72 422	7 408	5 000	14 568	69	3 018	16 389	53 099	12 604	29 215	47 784	40 777	18 589		
Location de salles	122 008	122 008																				
Contribution des bénévoles (note 14)	25 938	25 938																				
Les Appartements Entre-Gens	41 341																					41 341
Amortissement -subv. reportées	27 606	7 314																				20 292
Remise de projets et autres	31 948	31 948																				
Amortissement - dons reportés	9 195	9 195																				
Activités d'autofinancement	7 468	7 210										258										
Cotisations memb. et cont. des part.	1 114		1 000									114										
Ventes de produits et services	16 170	4 172													11 998							
Autres revenus et autres subventions	4 763	3 924						839														
Intérêts	2 636	2 636																				
	1 067 908	631 059	22 582	7 219	5 200	6 066	-	73 261	7 408	5 000	14 568	441	3 018	16 389	65 097	12 604	29 215	47 784	40 777	18 589	61 633	
Charges																						
Salaires et charges sociales	640 892	374 130	7 493	4 494				66 126	5 330	3 175	14 568	198	1 374	13 330	27 980	4 187	24 396	38 774	36 750	18 589		
Honoraires professionnels	76 330	27 591	642	5 628	3 183	3 831	1 686		390	1 010					26 519	5 850						
Collaboration des bénévoles (note 14)	25 938	25 938																				
Amortissement des immobilisations	47 571	27 279																				20 292
Dépenses d'activités	34 470	8 317	8 471	1 259	932	1 282		3 541	1 089	316			575	298	1 566	578	1 276	4 088	881			21 805
Les Appartements Entre-Gens	21 805																					
Entretien et réparations	10 307	10 027														280						
Électricité et chauffage	24 190	24 190																				
Frais administratifs des projets	33 365		1 482		857	802		3 547	600	500			771	2 140	8 660	1 610	2 871	4 306	1 992			
Taxes et permis	14 485	14 485																				
Télécommunications	5 864	4 519													43		397	545	360			
Assurances	4 999	4 999																				
Régime de retraite (note 17)	9 583	9 583																				
Fournitures de bureau	9 227	9 227																				
Impression et photocopies	3 246	1 298	150		228	150							200	621	150	100	150			200		
Divers	9 659	9 659																				
Dépenses d'équipe	7 144	7 144																				
Publicité	2 451	2 451																				
Location d'équipement	2 167	2 167																				
Frais de formation	1 383	664																				
Frais de représentation	212	151	19												42							
Frais postaux	1 251	1 251																				
Cotisations et abonnements	3 448	3 448															125					594
Frais de déplacement	888	75		80				47					98		136				451			
Intérêts sur la dette à long terme	2 289	2 289																				
Intérêts et frais de banque	3 320	3 320																				
	996 484	577 429	18 257	11 462	5 200	6 066	1 686	73 261	7 408	5 000	14 568	198	3 018	16 389	65 097	12 604	29 215	48 164	40 777	18 589	42 097	
Excédent (insuffisance) des produits par aux charges	71 424	53 630	4 325	(4 243)	-	-	(1 686)	-	-	-	-	243	-	-	-	-	-	(380)	-	-	19 536	

LES APPARTEMENTS ENTRE-GENS
RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2021

	2021	2020
	\$	\$
PRODUITS		
Amortissement des apports afférents aux immobilisations	19 480	20 292
Subventions	1 271	1 997
Loyer	22 364	22 620
Dons	7 000	1 000
Remboursement électricité	1 770	1 740
Divers	410	13 147
Revenus d'intérêts	392	431
Revenus de laveuse et sècheuse	354	406
	<u>53 041</u>	<u>61 633</u>
CHARGES		
Amortissement des immobilisations	19 480	20 292
Intérêt sur la dette long terme	1 271	1 996
Électricité	4 224	4 585
Assurances	4 635	3 902
Honoraires professionnels	3 762	2 418
Taxes	3 473	3 399
Entretien et réparations	8 414	1 997
Télécommunications	2 387	2 046
Frais de bureau	-	27
Frais bancaires	270	39
Dépenses d'activités	1 123	1 396
Divers	213	-
	<u>49 252</u>	<u>42 097</u>
EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES	<u>3 789</u>	<u>19 536</u>